

QUELLE EST LA VÉRITABLE NATURE DE LA CRISE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE ACTUELLE ?

par André Neveu¹

Le paradoxe de la situation agricole et alimentaire actuelle

Les hommes politiques mais aussi les experts du monde entier ont été profondément surpris par la très forte hausse des prix agricoles et alimentaires depuis deux ans. Il est vrai qu'au cours des années qui l'ont précédée, le niveau des prix agricoles était resté bas et relativement stable. De plus, dans le même temps, la production agricole mondiale continuait de croître, certes modérément, mais à peu près parallèlement à l'augmentation de la population.

Les économistes s'interrogent donc sur les causes et la nature exacte de ce phénomène. La réponse qui sera faite est essentielle car elle devrait permettre de prévoir non seulement l'évolution future de ces prix mais aussi les politiques à conduire.

On connaît depuis longtemps l'existence pour le secteur agricole de la très faible élasticité de la consommation alimentaire par rapport aux prix. Ce qui a comme conséquence une amplification des variations de prix dès lors que l'offre est soit un peu inférieure soit un peu supérieure à la demande. Or ces toutes dernières années et pour plusieurs produits de première nécessité, la production a été légèrement inférieure à la demande, la différence étant compensée par un prélèvement sur les stocks.

On peut aussi, et à juste titre, mettre en cause la libéralisation des échanges sous la pression des organisations internationales et des grands pays exportateurs. Cette libéralisation a conduit peu à peu à supprimer les instruments de régulation des prix, à réduire dangereusement les stocks de report et à contester les subventions aux investissements (mais pas vraiment les aides directes dont bénéficient les agriculteurs des pays développés dès lors qu'elles sont découplées de la production). Plus exposés aux risques que par le passé et donc rendus plus prudents, certains agriculteurs sont tentés de diminuer leurs investissements et leur production.

On a aussi observé que se sont produits depuis quelques années tout un ensemble d'évènements qui ont perturbé l'équilibre instable des marchés agricoles. Ainsi quelques incidents climatiques graves sont intervenus (notamment une sécheresse à répétition en Australie, gros exportateur de céréales). La Chine a beaucoup accru ses importations de soja pour développer sa production de viande. La crise pétrolière actuelle a aussi conduit plusieurs États à accélérer le développement des agro-carburants (les États-Unis affectent déjà 20% de leur production de maïs – soit 60% de leurs exportations – à la fabrication d'éthanol). Enfin, ces derniers temps, la spéculation financière s'est emparée de certains produits agricoles et a contribué également à l'envolée des prix.

Tout ces évènements, et quelques autres de moindre importance, ont joué et souvent de manière concomitante. Ils expliquent la relative pénurie de grands produits agricoles de base sur les

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole

marchés internationaux, la croissance des prix qui en est résultée et les très graves difficultés que connaissent aujourd'hui les populations déshéritées du Tiers monde.

Quelle que soit l'analyse qui est privilégiée, il convient de remarquer que la spécificité de la crise actuelle tient à ses liens avec des causes extérieures, notamment la crise bancaire née de la question des prêts immobiliers à risque, la chute du dollar due au déséquilibre de la balance commerciale américaine et évidemment la hausse des prix de l'énergie.

Le problème qui est maintenant posé est celui de l'évolution du système de production et de prix agricoles. Sans doute, beaucoup s'accordent à dire que la situation actuelle ne devrait pas se pérenniser, mais aussi que la volatilité des prix agricoles s'est accrue et qu'elle a peu de chance de régresser. **Au-delà de ces certitudes, deux grandes hypothèses sont à examiner :**

- **soit la crise actuelle constitue une exception et tout va vite rentrer dans l'ordre,**
- **soit elle n'est que la première manifestation d'une catastrophe alimentaire qui menace le monde.**

Nous allons étudier chacune de ces deux éventualités.

1^{ère} hypothèse : la crise actuelle n'est que provisoire

La récente explosion des prix ne serait alors que le résultat d'une conjoncture exceptionnelle, qui peut certes se reproduire un jour, mais sans qu'il y ait de lien avec la situation présente, un peu comme ce fut le cas au début de la guerre de Corée, en 1972-1973 ou dans une moindre mesure en 1996.

On peut en effet estimer que certains au moins des événements qui sont à l'origine de la crise vont disparaître¹ : le monde peut connaître de bonnes récoltes dans les années qui viennent en raison de l'absence de calamités climatiques significatives ; les prix actuels vont pousser les agriculteurs à produire plus, peut-être aussi les décourager d'approvisionner les usines productrices d'agro-carburants que par ailleurs les États peuvent cesser de subventionner ; les spéculateurs rendus prudents après quelques graves revers toujours possibles peuvent se désintéresser de ce secteur...

La production étant redevenue supérieure à la demande, les prix baisseront aussi rapidement qu'ils ont monté au cours des mois passés. Bien qu'une nouvelle poussée de fièvre un jour ou l'autre ne soit pas exclue si des événements défavorables venaient à nouveau à se produire voire s'accumuler, le risque serait même grand de voir pendant quelques années les prix agricoles revenir à des niveaux particulièrement bas donc insuffisants pour couvrir les coûts de production.... Ce qui entraînerait d'autres conséquences.

Si cette hypothèse se confirme, les aides d'urgence demandées par les Nations Unies constituent une médecine satisfaisante dans la mesure où elles règlent les problèmes les plus criants.

Bien entendu, les risques d'une crise structurelle due à l'accroissement de la population mondiale, à la dégradation des sols cultivés, voire aux changements climatiques ne disparaissent pas. Ils sont seulement encore relativement lointains. On a donc un peu de temps, peut-être même quelques décennies, pour inventer et mettre en place les parades nécessaires.

En attendant, et pour éviter le renouvellement de crises similaires à celle que nous connaissons aujourd'hui, on peut imaginer mettre en place une véritable organisation internationale des marchés agricoles qui permette la reconstitution des stocks, qui favorise l'investissement et surtout qui régule la production, afin de stabiliser quelque peu les prix agricoles.

2^{ème} hypothèse : La crise actuelle annonce des temps très difficiles

¹ cf : « Pourquoi les prix augmentent-ils ? » par Jean-Marc Boussard, Françoise Gérard et Marie-Gabrielle Piketty dans ECOAGRA avril 2008.

Dans cette seconde hypothèse, la crise actuelle ne serait que la première manifestation de la catastrophe alimentaire qui menace le monde au cours des prochaines décennies.

Sans doute certaines des causes de la montée des prix peuvent s'atténuer voire disparaître, mais pas toutes. Quelques unes peuvent même se renforcer comme la production d'agro-carburants si le prix du pétrole continue de battre des records ou si l'accroissement de la demande de viande dans les pays émergents se poursuit. Des événements nouveaux peuvent aussi venir s'ajouter comme la diffusion de parasites particulièrement dangereux telle la rouille noire capable de détruire totalement une récolte de blé.

Si le réchauffement climatique a commencé à produire ses premiers effets dévastateurs, les accidents climatiques vont aussi se multiplier et s'intensifier avec des conséquences directes sur les rendements des récoltes.

Dans cette seconde hypothèse, il y aura sans doute des rémissions, mais elles seront brèves. Et les agriculteurs, plus sensibles aux fortes et brutales variations de prix qu'à la tendance longue au redressement de ces mêmes prix agricoles seront peu encouragés à investir.

Par ailleurs, on assistera à la multiplication des accords bilatéraux et sans doute aussi à l'apparition de politiques autarciques. Les marchés agricoles internationaux porteront donc sur des quantités de plus en plus réduites ce qui favorisera les écarts de prix et accroîtra encore les difficultés d'approvisionnement des pays les moins avancés. La situation alimentaire des grandes métropoles du Tiers monde dont la population augmente très rapidement, va devenir dramatique et souvent explosive.

Dans cette hypothèse, la solution à adopter ne peut se satisfaire comme dans le premier cas de figure d'une simple organisation des marchés internationaux, laquelle reste cependant indispensable. Il faut mettre en œuvre dans les plus brefs délais un gigantesque effort pour assurer un développement de la production agricole à la hauteur des besoins à satisfaire. Cet effort implique aussi qu'on renonce à pratiquer l'agriculture telle que nous la connaissons trop souvent aujourd'hui pour développer une agriculture durable sur l'ensemble de la planète.

CONCLUSION

Tout le problème est que nous ne savons pas laquelle de ces deux hypothèses va se réaliser. Ou bien on pense qu'il s'agit d'une crise « classique » même si ses causes sont à la fois multiples et pour certaines nouvelles, ou bien on considère que des changements structurels sont en train de s'installer qui annoncent de profonds bouleversements dans l'équilibre du monde.

Ainsi, dans la première hypothèse, et une fois passée la crise actuelle, tout redeviendra comme avant pour les responsables politiques. Ce qui veut dire que l'on ne prendra aucune décision susceptible de modifier le cours des choses et on attendra tranquillement la crise suivante.

Dans la seconde hypothèse, les gouvernements seront contraints de prendre des décisions énergiques. Reste à savoir si ce seront les bonnes, c'est-à-dire des décisions de nature à augmenter suffisamment rapidement et durablement la production agricole et alimentaire mondiale. Ce ne sera certes pas facile. En effet, si les entreprises performantes peuvent sans aucun doute accroître leur production, elles ne suffiront pas à satisfaire une demande en croissance rapide. Il faudra aussi organiser un accroissement de la production dans les micro-exploitations du Tiers monde. Et là, les choses seront plus compliquées. Car dans le Sud et l'Est de l'Asie, la poursuite du progrès technique se heurte maintenant à beaucoup de freins, notamment environnementaux, tandis qu'en Afrique, les conditions mêmes de la mise en œuvre du progrès sont loin d'être réunies.